

Le fil rouge

Le journal des communistes — avril / mai 2013



LES ASSISTÉS
Lire page 3

CES MILLIARDS QUI ÉCHAPPENT À L'IMPÔT

Cahuzac, le ministre socialiste qui était chargé de traquer la fraude fiscale, planquait ses sous en Suisse et à Singapour, par millions. Et c'est un proche conseiller de Madame Le Pen qui l'a aidé à ouvrir son compte en Suisse.

L'arbre est en train de dévoiler la forêt. Cahuzac n'est pas un cas isolé. C'est tout un système qui est pris la main dans le sac. L'Europe est truffée de paradis fiscaux. Les milliards baladeurs circulent librement, c'est la spéculation qui détruit les économies, et ce sont les peuples qui paient !

Des milliers de français parmi les plus riches pratiquent la fraude et l'évasion fiscale à grande échelle. Selon un rapport du Sénat, il en coûterait entre 40 et 80 milliards à l'État chaque année. Pour mémoire, le budget de l'Éducation Nationale, c'est 60 milliards.

L'argent dissimulé dans les paradis fiscaux par de riches français et les grosses entreprises s'élèverait à près de 600 milliards. Les banques françaises détiennent 547 filiales dans les paradis fiscaux.

Le gouvernement est face à un choix. Il doit cesser de chercher les milliards qui lui manquent sur les retraites, les allocations familiales ou les services publics. S'il faut gratter des milliards, c'est dans la fraude et l'évasion fiscale.

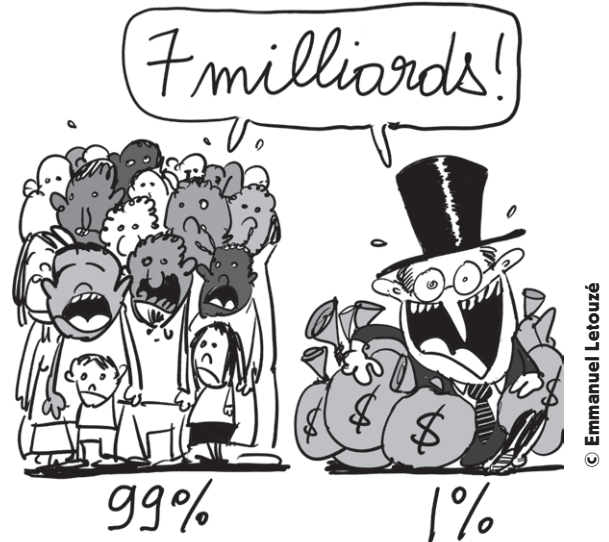
Or, tout est fait justement pour protéger discrètement les fraudeurs. Sous Sarkozy, 1 000 emplois de contrôleurs fiscaux ont été supprimés. Rapporteur d'une commission d'enquête du Sénat, le Sénateur communiste Éric Bocquet affirme qu'il existe « une très grande proximité, pour ne pas dire plus, entre le monde de l'argent et certains responsables politiques ». Les riches fraudeurs dorment tranquilles.

Tous les politiques ne sont pas à mettre dans le même sac. La plupart des élus sont honnêtes. Les élus communistes pour leur part ne tirent aucun avantage personnel de leur fonction d'élu : ils reversent la totalité de leurs indemnités à leur parti.

Le gouvernement impose une politique d'austérité qui réduit le pouvoir d'achat des salariés et des retraités et qui fait grimper le chômage. C'est plus facile que de faire payer les privilégiés et les fraudeurs.

Le Front de Gauche appelle à la riposte, pour imposer une vraie politique de gauche.

Il propose une marche unitaire à Paris le dimanche 5 mai, veille du premier anniversaire de l'élection de François Hollande.



Déficit du régime des retraites :

• 18 milliards en 2017

Propositions du gouvernement :

- allongement de la durée de cotisation
- gel du montant des pensions

Alors que

Coût de l'évasion fiscale :

• au moins 40 milliards

Fraude sur l'impôt sur le revenu :

• de 15 à 19 milliards

Fraude à l'impôt sur les sociétés :

• entre 23 et 32 milliards

Fraude à la TVA :

• au moins 10 milliards

Argent dissimulé dans les paradis fiscaux :

• près de 600 milliards

Cherchez l'erreur !

Le Front de Gauche appelle à la riposte, pour imposer une vraie politique de gauche.

**dimanche 5 mai
marche sur Paris
contre la fraude et l'évasion fiscale
contre l'austérité
pour une sixième république
pour la justice sociale**

départ en bus de Besançon
inscription : 03 81 88 78 83
fdg.doubs@gmail.com

ROUGE COMME LE BON VIN

De son passé, il a gardé les valeurs et l'idéal de partage : justice sociale, fraternité, égalité... Pour le reste, il a tout changé! Zoom sur le nouveau parti communiste

Un PCF requinqué et rajeuni : c'est le commentaire le plus souvent repris par la presse nationale à l'occasion du dernier congrès national du parti communiste qui s'est tenu en février à Aubervilliers.

Depuis la fin des années 80, le Parti Communiste a connu une période difficile. L'échec des régimes « communistes » des pays de l'est a été un traumatisme. Il s'en est suivi de longs débats qui ont abouti à de profondes remises en cause et à la construction d'un projet renouvelé.

UN NOUVEAU PROJET DE SOCIÉTÉ

Un projet en rupture avec un capitalisme à bout de course, incapable de trouver des solutions aux défis d'aujourd'hui. Un capitalisme de plus en plus brutal et autoritaire qui n'a plus comme objectif que de faire de l'argent avec de l'argent. Un système qui devient absurde, en panne de sens.

Nous voulons mettre fin à la dictature de la finance, satisfaire les vrais besoins de la population en nous opposant à la loi du fric, faire reculer la pauvreté dans

notre pays et dans le monde, sauver la planète d'un désastre écologique, aller vers la paix et le désarmement...

Pas d'autre voie pour y parvenir qu'un processus démocratique, où les citoyens sont les acteurs, dans le respect de leur diversité.

UNE STRATÉGIE UNITAIRE

La diversité est une vraie richesse. Le Parti communiste est à l'origine de la création du Front de Gauche qui regroupe une dizaine d'organisations différentes et surtout une majorité de citoyens non encartés dans un parti. La révolution citoyenne démocratique à laquelle le PCF travaille ne peut être le fait d'un seul parti, mais d'un vaste rassemblement où le peuple jouera un rôle essentiel.

UN NOUVEAU PARTI

Le parti communiste a bien changé. Il se veut à l'image de la société qu'il veut aider à construire : démocratique, écologique, juste, sociale. Trop beau pour être vrai ? Venez donc voir...



De gauche à droite Annie, Florian, Thibaut et Elsa.

Renouvellement

Thibaut Bize succède à Annie Ménétrier à la tête de la fédération du Doubs du PCF.

Après 12 ans, Annie Ménétrier a proposé de passer la main. Qu'elle soit remerciée pour le travail accompli. Annie demeure conseillère municipale déléguée de Besançon et vice présidente de l'Agglomération du Grand Besançon.

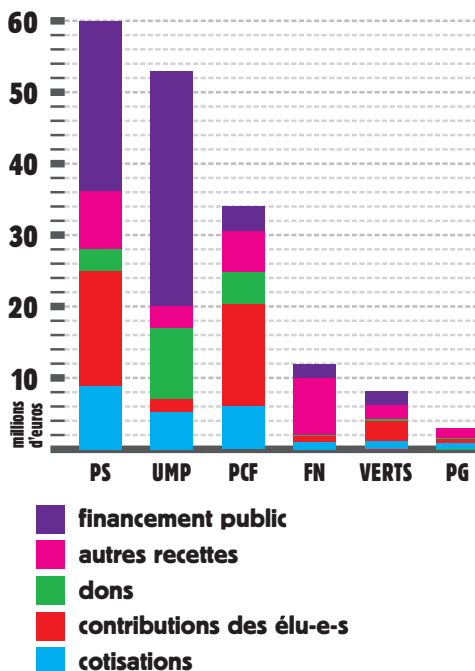
Thibaut a 28 ans, il représente la nouvelle génération du PCF.

Il en est de même des deux co-responsables de la section de Besançon que sont Florian Gulli et Elsa Maillot, respectivement âgés de 35 et 28 ans.

Lorsque le mur de Berlin est tombé, Florian était au collège, Thibaut et Elsa en maternelle...

RESSOURCES DES PARTIS POLITIQUES EN 2011

source CNCCFP - Commission Nationale des Comptes de Campagne et des Financements Politiques



DIS-MOI D'OÙ TU TIENS TON ARGENT, JE TE DIRAI QUI TU ES !

1^{er} constat : trois partis disposent de ressources financières importantes, le PS, l'UMP et le PCF. Les autres partis viennent loin derrière. De nombreux lecteurs seront sans doute surpris de voir que le PCF fait partie du trio de tête concernant les ressources financières. Mais l'origine des ressources n'est pas la même.

2nd constat : une grosse partie des ressources du PS et surtout de l'UMP proviennent de subventions publiques (en violet dans le tableau). Au contraire, le PCF perçoit peu d'argent public.

3^e constat : la contribution des élu-es (en rouge) est négligeable à l'UMP. Les élus UMP gardent leurs indemnités d'élus, souvent conséquentes, à des fins personnelles... Les reversements des élus PS et PCF à leur parti représentent à peu près la même somme, sauf que le PS a 6 fois plus d'élus que le PCF. L'explication est simple : le PCF est le seul parti à qui les élus reversent

la totalité de leurs indemnités. Le fait d'être élu-e communiste ne procure aucun enrichissement personnel. Par les temps qui courent, c'est bon de le souligner ! Les députés, sénateurs et maires de grandes villes communistes qui doivent évidemment consacrer tout leur temps à leur activité d'élu reçoivent un salaire de la part du PCF correspondant à celui qu'ils percevaient dans leur emploi antérieur. Les élus communistes mènent une vie très proche de celle de leurs électeurs. Ils sont 9 200 en France.

4^e constat : Les cotisations des adhérent-e-s (en bleu) rapportent plus au PCF qu'à l'UMP. Le PCF a un nombre important d'adhérents et ils paient leur cotisation.

5^e constat : les dons (en vert) reçus par le PCF sont le double de ceux du PS. Les chèques qui parviennent au PCF sont le plus souvent de petites sommes. Par contre, les dons versés à l'UMP sont beaucoup plus importants et il est très vraisemblable qu'ils proviennent de gens fortunés, ceci expliquant cela...

LES ASSISTÉS !

LES VRAIS ASSISTÉS NE SONT PAS CEUX QUE L'ON CROIT

LES PLUS RICHES REÇOIVENT DES MILLIARDS D'AIDES DE LA PART DE L'ÉTAT, SOUS FORME DE RÉDUCTION D'IMPÔTS ET D'AIDES DIVERSES. ET CE SONT EUX QUI SONT RESPONSABLES DE L'ESSENTIEL DE LA FRAUDE ET DE L'ÉVASION FISCALE.

Les politiques libérales se sont attachées à réduire au maximum le poids de l'impôt et des prélèvements obligatoires sur les plus riches et les entreprises.

Il en résulte une forte hausse de la dette publique. Selon un rapport officiel, si la fiscalité était restée telle qu'elle était en 1999, la dette publique serait égale à 70% du Produit Intérieur Brut (PIB). Aujourd'hui, grâce aux allègements fiscaux pour les plus riches particuliers et les entreprises mis en place ces 10 dernières années, elle est de 20 points supérieure (90% du PIB). Et cette augmentation de la dette coûte 10 milliards d'intérêts à l'État par an (à titre de comparaison, le budget de l'Éducation se monte à 61 milliards).

Ces cadeaux aux plus riches ont été consentis au prétexte de limiter l'exil fiscal et les délocalisations, avec le succès que l'on sait. Du temps de Sarkozy et malgré le bouclier fiscal

aujourd'hui supprimé, les départs pour l'étranger des riches contribuables n'ont jamais été aussi nombreux, les délocalisations aussi.

LES FRAUDEURS

Selon plusieurs rapports officiels (cour des comptes, DLNF...), la fraude à l'impôt sur le revenu est estimée entre 15 à 19 milliards d'euros. Qui fraude ?

Près de la moitié des français ne paient pas d'impôts sur le revenu car ils ne gagnent pas assez. Ce ne sont donc pas les plus pauvres. Ce ne sont pas les salariés non plus, puisque les salaires sont déclarés directement par l'employeur. Ceux qui fraudent se recrutent essentiellement parmi les plus fortunés qui peuvent dissimuler une partie de leurs revenus alors qu'ils sont souvent déjà bénéficiaires de nombreuses niches fiscales.

Toujours selon les mêmes rapports, la fraude à l'impôt sur les sociétés est estimée entre 23 et 32 milliards d'euros, celle sur la TVA entre 10 à 11 milliards d'euros. Là, ce sont les entreprises qui fraudent.

Il n'empêche que lorsqu'on parle de fraude entre voisins ou en famille, on pense souvent aux allocations familiales (ces immigrés qui...) ou au RSA, (ces fainéants qui...). La fraude aux allocations familiales existe: environ 700 millions, une goutte d'eau comparative-ment aux dizaines de milliards cités plus haut! Et l'an dernier, les contrôles n'ont permis de détecter que pour 60 millions de fraude au RSA!

BON À SAVOIR

Un grand nombre de personnes à très bas revenu ne sollicitent pas les aides auxquelles elles ont droit, pour des raisons diverses: manque d'information, complexité des démarches, volonté de ne pas dépendre de l'aide publique...

C'est le cas pour 50% des ayant droits au RSA, 29% pour la CMU complémentaire, 68% pour le tarif première nécessité d'EDF, 62% pour le tarif spécial solidarité de GDF, entre la moitié et les deux tiers pour les tarifs sociaux dans les transports urbains. L'État économise ainsi 11 milliards... sur le dos des pauvres. (source: l'Envers de la fraude fiscale, Odenor, Éd La Découverte, cité par ADT Quart Monde).

Bien au contraire, les plus fortunés connaissent leurs droits. Au besoin, ils savent s'entourer de conseillers en tout genre (et ils ont les moyens de les payer).

Souvent à la radio, à la télé, on entend parler des assistés. Et toujours, sont désignés du doigt les chômeurs, les RMistes, les immigrés. Jamais on ne parle des très riches qui pourtant pompent les finances de l'État et qui crient au scandale quand il est question de les taxer à 75% au dessus de 1 million de revenu.

Le Front de Gauche propose de faire payer davantage les plus hauts revenus en augmentant le nombre de tranches d'imposition et de prendre des mesures contre l'évasion fiscale.

Et ceux qui ne connaissent pas exactement le montant de leur fortune tellement elle est élevée, comment l'ont ils gagnée? En travaillant ou en faisant travailler les autres? Vous avez dit « assistés » ?



Entreprises: de grosses inégalités devant l'impôt

Plus on est petit, plus on paie! Les petites entreprises (moins de 250 salariés) ont un taux réel d'imposition de 42%, tandis que les grandes (plus de 250 salariés) sont à 25%, la palme revenant aux entreprises du CAC 40 qui sont à 8%!

Les petites entreprises sont bien mal récompensées, car ce sont elles qui créent le plus d'emplois.

POLLUTION

Plus on est riche, plus on pollue. Les très fortunés prennent l'avion plusieurs fois par an, possèdent de grosses voitures à forte consommation, plusieurs résidences qu'il faut chauffer...

Pour réduire la pollution, on augmente les prix de l'énergie

(carburant, gaz, électricité...) afin de limiter la consommation. Mais ce sont les personnes à revenu modeste qui trinquent. Pourtant, plus on est pauvre, moins on pollue!

Les plus fortunés peuvent continuer à polluer quelqu'un soit le prix à payer.

PERSONNES ÂGÉES: QUELLE POLITIQUE ?

3 questions à Solange Joly, conseillère municipale communiste de Besançon, déléguée aux personnes âgées



Le Fil Rouge: Que fait la ville de Besançon pour les personnes âgées ?

Solange Joly: 20 % de la population bisontine à plus de 60 ans. 2/3 sont des femmes. Durant ce mandat, la ville a créé en partenariat avec le Conseil Général la Maison des Séniors (place Pasteur) qui permet à tous les Bisontins d'avoir accès à un guichet unique sur toutes les questions sanitaires, sociales et citoyennes liées au vieillissement.

Depuis 2012, nous avons mis en place un référent « vieillissement » dans chaque service de la ville afin que les questions liées aux personnes âgées soient mieux prises en compte dans tous les domaines: espaces publics, transports, logement, culture... Nous avons restructuré les 5 logements foyers afin de les rendre plus accueillant, en diversifiant leurs activités et en les ouvrant sur le quartier. Nous avons créé des logements intergénérationnels aux Hortensias... L'intervention des élus communistes a permis que le service d'aide à domicile du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) soit maintenu.

Le Fil Rouge: quel est le gros problème à résoudre dans l'immédiat ?

Solange Joly: Il est URGENT de s'emparer de la question du vieillissement sur le plan national. Nous avons voté une motion au Conseil municipal, le 16/06/2011, proposant une vraie

politique publique de la prise en charge globale de la perte d'autonomie tout au long de la vie avec le principe d'un financement solidaire dans la sécurité sociale et d'un financement public.

Plus l'État et les collectivités locales développeront une aide à l'autonomie des personnes, plus les liens familiaux sortiront renforcés, soulageant ainsi les aidants et permettant à tous de vivre dignement.

Le Fil Rouge: en tant qu'élue qui rencontre beaucoup de personnes âgées, quel constat fais-tu ?

Solange Joly: Il faut relever le montant des petites retraites. On ne peut pas vivre avec des pensions inférieures au SMIC. Beaucoup de personnes âgées survivent avec 6, 7 ou 800 euros par mois. Deux femmes retraitées sur trois perçoivent moins de 900 € par mois. Et le gouvernement envisage de geler le montant des retraites en 2014, c'est à dire de les baisser compte-tenu de l'inflation !

Enfin, l'accès aux soins doit être garanti. La hausse des dépenses de santé liée au déremboursement de nombreux médicaments et au dépassement d'honoraires de médecins conduisent de nombreuses personnes à renoncer à des soins. Avec le recul de l'âge de départ et un accès aux soins plus difficile, les dernières études indiquent que l'espérance de vie pourrait reculer !

— Utiles —

▪ Intense activité des députés et sénateurs Front de Gauche qui multiplient les propositions de loi: pour amnistier les syndicalistes condamnés en raison des actions syndicales menées le plus souvent pour défendre leur emploi (adopté par le Sénat), pour interdire les licenciements boursiers, pour abroger les franchises médicales, pour répondre à l'urgence des personnes en précarité énergétique, pour suspendre le versement des dividendes aux actionnaires au lieu d'augmenter la TVA et baisser l'investissement public, pour améliorer la traçabilité des produits alimentaires (suite à l'affaire du cheval)...

▪ De rudes batailles aussi pour amender les projets du gouvernement: pour une séparation claire entre banques d'affaires et banques de dépôts, pour le renforcement des réseaux d'aide spécialisés aux enfants en difficulté (RASED), pour la résorption de la précarité des salariés...

▪ Des interpellations du gouvernement: pour faire reculer l'évasion fiscale, faire disparaître les paradis fiscaux, harmoniser la fiscalité européenne, contre les livraisons d'armes en Syrie qui vont inévitablement tomber entre les mains des djihadistes...

Les parlementaires Front de Gauche ont voté pour rétablir l'impôt sur la fortune mais contre le projet de loi sur l'énergie qui va faire payer les habitants de condition modeste, contre la fameuse « règle d'or » qui impose l'austérité, finalement votée par le PS et la Droite ! Ils se sont battus contre l'accord MEDEF-CFDT qui facilite les licenciements et les baisses de salaires.



Vénézuela: mort d'Hugo Chávez

Pendant 10 jours et par millions, les Vénézuéliens sont venus saluer leur président. En dix ans de gouvernement Chávez, la pauvreté a reculé de moitié. Le taux d'alphabétisation a été porté à 98,5 %, les dépenses publiques pour la santé et l'éducation ont augmenté de 27 % avec priorité aux plus pauvres, des centaines de milliers de logements ont été créés pour remplacer les bidons-ville...

Tout n'est pas rose dans ce pays dont les richesses ont été pendant des

décennies pillées par les États-Unis et une bourgeoisie locale corrompue. En nationalisant la production pétrolière et en redistribuant l'argent du pétrole aux Vénézuéliens, Chávez s'est attiré le soutien de son peuple et la haine des possédants, y compris en France. Ceux qui pillaient les richesses du Vénézuela ne pardonnent pas, d'autant que la plupart des pays d'Amérique Latine ont choisi le chemin tracé par Chávez.

Même mort, les qualificatifs contre

Chavez n'ont pas manqué. Le plus utilisé fut celui de dictateur. Un « dictateur » pourtant élu et réélu à l'occasion d'élections libres dont le caractère démocratique a toujours été reconnu par la communauté internationale.

Haine de classe! Les mêmes font preuve par ailleurs de la plus grande complaisance vis à vis de vraies dictatures comme le Qatar par exemple ou les mots « élection », « démocratie », « droit des femmes » sont bannis du vocabulaire...

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, UN PARTI LIBRE POUR CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE

Nom: adresse: Je verse ..€ pour la souscription (chèque à ADF PCF)
Prénom: Je décide d'être membre du PCF
téléphone: email: Je désire être informé(e) des initiatives du PCF



PCF, 59 rue des Flûttes Agasses, 25000 Besançon • tel: 03 81 88 78 83 • fax: 03 81 53 37 48 • mail: pcf.doubs@wanadoo.fr • site: pcf25.over-blog.com